

*Politique alimentaire nationale*

Dans certains pays, les agriculteurs ont tout juste de quoi survivre et les produits alimentaires sont bon marché. Dans d'autres, les agriculteurs prospèrent mais le prix des denrées alimentaires est inabordable pour les consommateurs. Il faut toujours essayer de maintenir un certain équilibre entre le producteur du secteur primaire et le consommateur. Notre politique est fondée sur ce principe et elle s'adapte constamment à l'évolution des habitudes des consommateurs.

Voyons ces objectifs l'un après l'autre. Le premier qui consiste à assurer aux consommateurs une source continue de denrées alimentaires de grande qualité à des prix raisonnables est celui qui sera toujours pris pour acquis ou même oublié par ceux qui ont la critique facile, même s'il est poursuivi avec succès. On ne le prend pour acquis que parce qu'il donne des résultats. Quand les denrées alimentaires ont-elles été rationnées pour la dernière fois au Canada? Pas depuis la deuxième guerre mondiale. Si l'acheteur moyen s'apercevait que son supermarché est à court de lait, de viandes, de beurre, de légumes, de fruits ou de toutes les choses que nous prenons pour acquises, il y aurait peut-être lieu de s'énerver au sujet d'une prétendue nouvelle politique alimentaire. Mais étant donné la variété, la grande qualité et la stabilité des prix des aliments, nous les considérons comme des choses acquises. Il en serait autrement si, comme cela arrive dans beaucoup de pays, les prix, la quantité et la qualité des produits alimentaires étaient instables à cause d'une mauvaise organisation de l'industrie agricole. L'industrie agricole canadienne est probablement la plus efficace du monde. Nous ne dépendons pas des importations pour nous nourrir convenablement. Nous importons parce que nous voulons varier notre régime ou économiser et non pas parce que cela répond à une nécessité.

A propos du premier objectif, il est question de qualité. Monsieur l'Orateur, l'alimentation canadienne est des plus saines qui soient et nos règles d'hygiène et notre réglementation des aliments font qu'il continue à en être ainsi. Le ministère de l'Agriculture inspecte et classe par catégories pratiquement tous les aliments que nous mangeons. Lorsqu'il fait son marché, l'acheteur sait non seulement si ce qu'il achète est bon, mais aussi quelle est la valeur nutritive de ce qu'il ou elle obtient pour son argent.

Le premier objectif est aussi d'arriver à obtenir la meilleure qualité possible pour un prix raisonnable. Quand on parle de prix raisonnable, cela ne signifie pas forcément bon marché; cela signifie que les prix des aliments demeurent relativement stables, par rapport au prix de production ou de fabrication et, bien sûr, par rapport au revenu du consommateur. Les Canadiens dépensent en moyenne un cinquième de leur revenu pour se nourrir, et les Américains venant un peu après nous dans ce domaine, n'ont pas un régime d'assistance sociale aussi développé que le nôtre. Il y a une trentaine d'années, une livre de beurre représentait un tout petit peu plus qu'une heure de travail, si l'on se base sur le salaire minimum. Aujourd'hui, une heure de travail, au même niveau de revenu, permet d'acheter plus de deux livres de beurre, et pourtant les gens se plaignent et disent que le beurre est devenu un produit de luxe.

On semble penser que l'alimentation à bon marché est un droit. Mais pourquoi faudrait-il qu'une partie de la population se nourrisse de la misère de l'autre? Si les agriculteurs ne sont pas encouragés à produire efficacement, s'ils ne retirent pas un rendement raisonnable de leurs capitaux, qu'est-ce qui les

empêchera d'abandonner? Si nous perdons notre agriculture, il faudra compter sur les importations. Alors la qualité des produits, leur abondance et surtout leurs prix varieront d'un jour à l'autre sans que nous n'y puissions rien. Car nous serons déjà trop heureux si nous réussissons à nous procurer tout ce qu'il faudra pour nourrir une population en pleine croissance.

D'où le deuxième objectif de la politique, qui est d'assurer aux producteurs agricoles un niveau de vie raisonnable, ce qui ne veut pas dire qu'on leur assure la sécurité sur tous les plans. Pour les agriculteurs efficaces, il y a des incitations et des programmes de promotion. Mais ceux qui ne voudront pas suivre le progrès ne recevront pas grand-chose. Pourquoi faudrait-il que l'agriculteur qui connaît son métier et qui s'expose aux risques multiples de la profession pour nourrir le pays soit acculé au déficit et réduit à vivre? Le reste de la société exige une relative aisance, des commodités modernes, des heures de travail raisonnables, des écoles et des carrières pour les enfants, et des congés payés de temps à autre. Pourquoi faudrait-il que l'agriculteur se contente de moins? L'agriculture exige beaucoup plus de capitaux et de temps que le travail en usine ou au bureau. Il faut donc que son travail et ses investissements lui rapportent un rendement comparable à celui de tout autre secteur de l'économie. Si on enferme les agriculteurs dans un cul-de-sac, ils décourageront leurs enfants de prendre la relève, et peut-être bien qu'ils laisseront tomber eux-mêmes.

● (1730)

L'agriculture est un secteur essentiel de notre pays. La chaîne alimentaire part de l'agriculteur. La production alimentaire doit devenir une activité attrayante et connaître une certaine stabilité, si l'on veut qu'il continue à y avoir des fermiers au Canada.

Le troisième objectif de la politique alimentaire est tellement bien atteint que, là encore, le plupart des gens ne prennent même plus la peine d'y penser. Ce troisième objectif est de fournir une aide alimentaire aux pays du monde qui ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Le Canada est le pays du monde qui, par tête d'habitant, accorde la plus grande aide alimentaire à ces pays. En valeur absolue, nous sommes le pays qui contribue le plus au Programme mondial d'aide alimentaire. Notre contribution annuelle s'élève actuellement à 230 millions de dollars.

Et faire accepter des aliments dans le cadre de programmes d'aide alimentaire est loin d'être aussi facile qu'on le pense. On ne peut pas se servir de ces programmes comme de soupapes de sécurité qu'on pourrait ouvrir ou fermer à volonté chaque fois qu'il y a un excédent de tel ou tel produit dans notre pays. Il faut que ce soit un produit utilisable par les pays destinataires, un produit qui ne soit pas contraire aux coutumes alimentaires et aux principes religieux de ces pays; il faut aussi que les habitudes alimentaires des habitants leur permettent de le digérer. Ce n'est pas tout.

Un programme d'aide alimentaire doit tenir compte de la stabilité économique du pays concerné au chapitre de la production agricole. Il ne sert à rien d'expédier de grandes quantités de produits à la veille des récoltes. Une aide alimentaire ne doit pas compromettre l'équilibre d'une région.

Finalement, la politique agricole cherche à accroître les exportations d'aliments afin de faire rentrer plus de devises étrangères au pays. Ce sont les revenus ainsi réalisés qui